

LE PARTI DES AVANT-GARDES DES LIBERTÉS S’INQUIÈTE :

«Il y a dislocation du centre de la décision nationale»

Le parti des Avant-gardes des libertés exprime sa profonde inquiétude quant au point gravissime auquel est parvenue la vacance du pouvoir, celui de la «dislocation du centre de la décision nationale du fait de l'accaparement de forces extra-constitutionnelles dont il est l'objet».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ce qui n'aurait pu exister sans cette «obsession du régime politique en place par sa pérennité à tout prix» qui constitue, selon le bureau politique du parti réuni hier samedi en session mensuelle ordinaire, «la principale menace à l'intégrité de l'Etat national qu'elle affaiblit et fragilise face aux défis internes et aux périls externes».

Ce pourquoi le parti que préside Ali Benflis renouvelle sa conviction que la

sortie de l'impasse globale actuelle devra nécessairement passer par une prise en charge effective et urgente de la problématique de la vacance du pouvoir et de l'illégitimité des institutions dont résulte leur incapacité manifeste à assurer l'unité des rangs et la mobilisation de la Nation sans lesquelles il ne pourrait y avoir de riposte collective effective aux crises politique, économique et sociale auxquelles elle est confrontée et dont dépend son adhésion à un projet natio-

nal rassembleur qu'exige la phase la plus critique de son Histoire par laquelle elle passe actuellement».

Concernant le projet de révision constitutionnelle rendu public mardi dernier, le bureau politique des avant-gardes des libertés relève «le caractère diviseur qui a failli à réaliser le consensus national autour de la loi fondamentale de la République». Ceci non sans mentionner le processus contestable auquel a obéi cette révision constitutionnelle du fait de l'illégitimité de la source de son initiative, du fait de la même illégitimité et de la non représentativité du Parlement qui est appelé à l'avaliser et du fait que le Conseil constitutionnel dont il est attendu qu'il

confirme sa régularité n'est qu'une institution aux ordres et sans liberté de décision».

Il y a également le fait que ce projet de révision constitutionnelle n'introduit aucune transformation sérieuse et crédible dans la nature personnalisée, autocratique et totalitaire du système politique imposé au pays et qu'il occulte les périls qui pèsent sur la stabilité du pays du fait de l'impasse politique totale à laquelle est confronté le pays se manifestant à travers la vacance du pouvoir, l'illégitimité des institutions et l'accaparement du centre de la décision nationale de la part des forces extra-constitutionnelles. Ceci en sus du fait que ce projet de révision constitution-

nelle répond plus aux intérêts étroits du régime politique en place et à son souci obsessionnel d'assurer sa survie qu'à l'aspiration des concitoyennes et des concitoyens à la modernisation du système politique national à travers l'avènement d'une République démocratique et sociale s'épanouissant dans le cadre d'un Etat de droit.

Ce qui fait dire au bureau politique du parti des avant-gardes des libertés que ce projet de révision constitutionnelle s'inscrit dans la logique de la fuite en avant que le régime politique en place privilégie pour satisfaire ses propres intérêts au détriment de ceux de la Nation».

M. K.

SOUFIANE DJILLALI À PROPOS DU PROJET D'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION :

«C'est une Constitution de crise du régime»

Le président de Jil Jadid accuse le pouvoir en place de vouloir gagner du temps à travers son avant-projet d'amendement de la Constitution à l'effet de régler la crise de régime et s'assurer de même une succession sereine, sans trop d'encombres.

Soufiane Djillali, qui s'exprimait, hier samedi dans une conférence de presse pour faire lecture des résolutions des travaux d'une session ordinaire du conseil politique du parti exclusivement consacrés à cet avant-projet, affirmera d'emblée «rejeter ce dernier dans le fond et dans la forme», allant jusqu'à le qualifier de «Constitution de propagande».

Et de s'expliquer assez longuement sur ce rejet, estimant que le timing de la libération dudit avant-projet est à lui seul du «souci» des tenants du pouvoir de «chercher encore une fois à gagner du temps en provoquant, selon lui, un débat constitutionnel pour lequel il n'a plus aucun crédit ni légitimité à organiser alors que le pays s'enfonce inexorablement dans une crise économique gravissime aux conséquences majeures sur les populations». Pour lui, il ne fait aucun doute que ce même pouvoir, après cinq années de tâtonnements et de négociations occultes, veut imposer, aujourd'hui, au pays une Constitution de crise de régime».

Et au président de Jil Jadid de partager sa lecture des amendements apportés qu'il a catalogués en trois catégories. Ainsi, il dira lire, dans la réintroduction de la limitation des mandats présidentiels à deux, un aveu d'avoir eu tort puisque, expliquera-t-il, le Président de la République avait gravement attenté à la légalité constitutionnelle en 2008 lorsqu'il s'est offert une présidence à vie». Des fautes tragiques dont le peuple payera la facture, regrettera-t-il, relevant que c'est le même

personnel politique qui avait défendu l'ouverture des mandats en 2008 qui prennent fait et cause pour l'option contraire.

Notamment le secrétaire général par intérim du RND auquel le président de Jil Jadid reproche «d'agir comme le Président de la République, absent lui», le cataloguant parmi «les preneurs d'otages de ce dernier». Et de s'interroger : «Pourquoi ce n'est pas Bouteflika en personne qui fait l'annonce de cet avant-projet d'amendement de la Constitution ?», relevant, au passage, sa situation personnelle qui l'oblige également à

redonner au Premier ministre les prérogatives qu'il lui avait subtilisées.

Pour Soufiane Djillali, «officialiser à contre-cœur tamazight et l'institution d'une commission de contrôle des élections sans indépendance sont avancés pour tenter de briser la cohésion et la solidarité de l'opposition», considérant qu'«au lieu d'une Constitution qui régle la vie institutionnelle et les libertés, l'Algérie a droit à une Constitution de propagande par l'ajout d'une multitude d'articles programme».

Et de lâcher péremptoire : «C'est une

Constitution pour un président omnipotent et au-dessus de la nation et non pas une Constitution d'une République du XXI^e siècle.»

Mais que faire, alors, face à ce rouleau compresseur du pouvoir ? Le président de Jil Jadid considère que «l'opposition se doit de renforcer ses positions en proposant sa «propre alternative» via son «propre projet constitutionnel, du moins, dans ses grands axes», considérant que «le pouvoir est incapable d'en proposer». Pour lui, «Mazafran n'est qu'une première étape pour l'opposition sortie presque du néant».

M. K.

L'ACCUSANT D'ÊTRE DERRIÈRE DES ATTAQUES CIBLANT SA PERSONNE ET SON PARTI

Louisa Hanoune s'en prend à Bouchouareb

La secrétaire générale du Parti des travailleurs s'en prend violemment au ministre de l'Industrie et des Mines. Elle l'accuse d'être l'instigateur des attaques menées contre sa personne et son parti avant de le qualifier de «délinquant politique».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune assure que l'avant-projet de révision de la Constitution compte des incohérences, voire même des fautes d'orthographe «flagrantes». «Les nombreuses contradictions enregistrées parfois annulent et par d'autres diminuent de la pertinence des dispositions positives apportées», a-t-elle noté hier, à la clôture de la session ordinaire du comité central du Parti des travailleurs (PT) tenue à Alger.

Le comité central du PT considè-

re que dans l'avant-projet de la révision de la Constitution, la forme prend un caractère supérieur au fond.

Et d'expliquer que le recours à la consultation populaire permet de «dégager les garanties et les normes ainsi que les dominateurs communs entre les citoyens ce qui donne la crédibilité et la légitimité nécessaires à la Constitution».

A contrario poursuit M^{me} Hanoune, le recours aux deux Chambres du Parlement constitue

une «confiscation» pure et simple de la souveraineté populaire.

L'intervention de la secrétaire générale PT a été surtout dirigée contre le ministre de l'Industrie. Réagissant aux attaques dont son parti et sa personne ont été la cible, elle évoque un «pouvoir parallèle» qui, dit-elle, «veut supprimer tous les obstacles qui entravent la réalisation de ses objectifs». Elle rappelle à cet effet les «menaces» du ministre de l'Industrie qui, selon elle, avait annoncé publiquement : «Nous leur avons répondu et nous leur répondrons encore». Une déclaration qui, pour elle, n'est qu'une «revendication d'un acte criminel et mafieux». «Il a démontré que réellement c'est un délinquant politique», ajoute-t-elle.

S'agissant de ce qui a été rapporté sur sa personne et son parti par, notamment, une chaîne de télévision privée, M^{me} Hanoune affirme qu'une plainte a été portée contre la chaîne TV et le journal concernés. «Quatre plaintes sont entre les mains de nos avocats», précise-t-elle.

A la fin, la SG du PT annonce l'exclusion définitive du membre du comité central du parti, Salim Labatcha. Une décision prise par le comité central du PT. «Il a violé le statut et le règlement intérieur du parti en rejoignant l'opération criminelle et mafieuse qui a ciblé le parti que dirigent des membres du comité central du FLN et un ministre du gouvernement appartenant au RND», explique-t-elle encore.

Ry. N.

OUVERTURE OFFICIELLE DE LA SEMAINE YENNAYER 2966

Joie et communion

Le 12 janvier, un cours de tamazight sera dispensé dans 28 000 établissements scolaires.

La semaine de célébration de Yennayer 2016, le 12 janvier (correspondant au premier jour de l'an amazigh 2966) a été officiellement lancée ce samedi au Palais de la culture Moufdi-Zakaria en l'absence de Nouria Benghebrit, ministre de l'Education nationale, suppléée par son secrétaire général qui a été chargé de lire son discours à cette occasion. Et c'est dans une ambiance de fête que la cérémonie d'ouverture a eu lieu.

Les cinq couplets de «Kassaman» qui a tenu debout tous les invités et les officiels pendant plusieurs minutes ont été entonnés par des dizaines de poitrines d'élèves montés sur la scène de l'auditorium du Palais. Cela donne un aperçu du cadre dans lequel est insérée tamazight, langue nationale et officielle dans la mouture de l'avant-projet de la nouvelle Constitution révisée.

Tôt le matin déjà, les différents halls du Palais de la culture étaient pris d'assaut par les troupes d'animation venues de différentes wilayas jusqu'aux plus reculées comme Adrar, Timimoun ou

Illizi dans un foisonnement de couleurs typiques et chatoyantes. Le visiteur pourra, comme prévu dans le programme au demeurant, aller à la découverte d'un stand d'exposition à l'autre avec possibilité d'achat de littérature amazighe ou de films traduits dans cette langue officielle.

Pour le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA) Si El Hachemi Assad, c'est là une «suprême satisfaction» parce qu'il considère la reconnaissance du statut officiel de tamazight comme un acquis qui consolidera l'unité nationale voire la démocratie et de souligner : «C'est de notre rôle de prendre l'initiative pour ne pas confiner cette décision dans un cadre strictement théorique.» De fait, c'est une autre étape qui s'ouvre pour la concrétisation de cette mesure à l'échelle nationale en tant que langue parlée et écrite – dans les trois graphies pour l'heure, c'est-à-dire arabe, latin et tifinagh et ce, en fonction des particularités de chaque région tant le sujet n'est pas tranché.

Pour donner la mesure de la volonté des pouvoirs publics de faire suivre cette décision par des actes concrets, c'est l'implication directe du ministère de l'Education nationale. L'on se plaît donc à souligner que l'enseignement de tamazight est passé de 11 à 21 wilayas, chiffre avancé par Nouria Benghebrit elle-même. Et à l'occasion de cette semaine, le 12 janvier un cours de tamazight sera dispensé dans 28 000 établissements scolaires. Mieux, au niveau du HCA, l'on insiste que désormais tamazight à l'école ne soit plus une affaire de demande sociale aléatoire mais est maintenant obligatoire.

Donner de la profondeur à tamazight dans tous ses aspects linguistiques, sociaux et économiques est une des nouvelles priorités que se fixe le HCA. Il faut donc s'attendre à terme à une «amazighation» de l'environnement quant aux panneaux de signalisation, les enseignes d'entreprises ou de simples échoppes voire les ministères.

Pour le Haut commissariat à l'amazighité, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères, il convient de hisser Yennayer au statut de patrimoine

immatériel de l'humanité. A cet égard, un «Plaidoyer» a été rédigé car «Yennayer est vraisemblablement la fête la plus ancienne de l'humanité encore fêtée au 21^e siècle “seg wasmi i tella yemma-s n dduhit” (depuis que vivait sur la terre la mère de la vie)». Il est utile de dire que l'on se retrouve subitement profane sur le sujet d'où l'utilité de ce plaidoyer-document à dimension pédagogique. Exemple : «Géographiquement, c'est la fête la plus largement partagée en Afrique (outre l'Afrique du Nord) puisque nous la retrouvons en Égypte (désert de SIWA) aux Iles Canaries et dans les tribus Dogons au Mali. Quant à l'an zéro du calendrier amazigh, il correspondrait à la date de l'intronisation de Sheshonq 1^{er}, monté sur le trône de la 23^e dynastie pharaonique le 1^{er} yennayer de l'an 950 avant Jésus-Christ. Et c'est ainsi que l'on parle de Ass n Feraoun. Voilà donc une date qui a survécu dans la mémoire des populations amazighes à travers les siècles et l'on relève même un regain d'intérêt de plus en plus marqué y compris chez les non amazighophones. Que la fête soit donc ce jour de l'an amazigh ! La femme est alors pro-

jetée au-devant dans la société qui lui confère un rôle central pour mener à bien ces journées fastueuses. Pour conjurer le mauvais sort elle doit répéter la sentence “ad ffyen yiberkanen, ad d-kecmen yimellalen” (que sortent les jours noirs, qu'entrent les jours blancs». Son rôle s'étend aussi à la gestion des affaires économiques de la maison, c'est elle qui tient les clefs de l'intendance ! Ce rôle est décrit avec brio par Fadhma Aït Mansour Amrouche dans son livre *Histoire de ma vie...* Aujourd'hui, c'est le poulet (malgré son prix !) qui est à l'honneur ; la tradition veut «quand il sera partagé, la part de la femme sera la cuisse. Ce qui signifie qu'elle est le pilier de la maison. On donne la tête au mari pour qu'il pense trouver des solutions (ldebber). On donne l'aile à la fille célibataire pour qu'elle convole en justes noces le plus tôt possible (Ad tefferfer)». Bref, la culture amazighe (enfin réhabilitée) regorge d'us et de coutumes et d'anecdotes qui rempliraient des livres par centaines ainsi que le note Ibn Khaldoun parlant de l'histoire des Berbères.

Eh bien, Assegas Amegas, alors !
Brahim Taouchichet